

NOTE DE PRÉSENTATION BRÈVE ET SYNTHÉTIQUE DES BUDGETS COMMUNAUX 2024

(Annexe à la délibération du Conseil Municipal n°2024_15 du 10/04/2024)

Envoyé en préfecture le 19/04/2024

Reçu en préfecture le 19/04/2024

Publié le 19/04/2024

ID : 028-212800130-20240410-2024_015-DE



SOMMAIRE

INTRODUCTION

1) BUDGET GÉNÉRAL

A) CADRE GÉNÉRAL DU BUDGET

B) SECTION DE FONCTIONNEMENT

- a) Les dépenses et les recettes
- b) Contraintes budgétaires
- c) La fiscalité
- d) L'état de la dette
- e) Détail de la section de fonctionnement 2024

C) SECTION D'INVESTISSEMENT

- a) Détail de la section d'investissement 2024
- b) Les dépenses d'investissement 2024
- c) Les principales dépenses d'investissement de 2020 à 2023

2) FICHE DGCL D'ANALYSE DES ÉQUILIBRES FINANCIERS 2022

INTRODUCTION

L'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit désormais qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget communal.

La présente note répond à cette obligation.

Elle sera disponible sur le site internet www.aunay-sous-auneau.fr / Rubrique « Vie Municipale » / Budget

Le budget communal retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année.

Il respecte les principes budgétaires : Annualité, universalité, équilibre, antériorité et sincérité.

Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée et transmis aux représentants de l'État dans les 15 jours qui suivent son adoption.

Cependant, lorsque les informations financières communiquées par les services de l'État ne sont pas disponibles avant le 31 mars, les collectivités ont le droit de voter leur budget au-delà du 15 avril dans les 15 jours qui suivent la dernière mise en ligne des dotations sur le site internet de la Direction Générale des Collectivités Locales (Dispositions prévues à l'article L1612-2 du CGCT).

L'État fiscal 1259COM 2023 a été communiqué le 12 mars 2024 et les dotations ont été mises en lignes sur le site de la DGCL le 02 avril 2024.

La commission municipale des finances s'est réunie le mardi 4 avril 2024 pour la préparation du budget 2024.

1) BUDGET GÉNÉRAL

Envoyé en préfecture le 19/04/2024

Reçu en préfecture le 19/04/2024

Publié le 19/04/2024



ID: 028-212800130-20240410:2024_015-DE:2 (En

Le Conseil Municipal a opté pour le passage à l'instruction comptable M57 par anticipation (remplacement de la M14 qui disparaîtra en 2024).

Par délibération n° 2021_91 du 15/12/2021, le Conseil Municipal a pris les dispositions suivantes permettant d'encadrer certaines spécificités du nouveau référentiel :

- Expérimentation du Compte Financier Unique
- Maintien de l'amortissement obligatoire linéaire de certaines immobilisations en année pleine.
- Maintien des durées d'amortissement sur 15 ans pour le compte 204.
- Maintien du vote du budget par nature selon le principe du droit commun au niveau des chapitres pour les sections d'investissement et de fonctionnement, sans vote formel sur chacun des chapitres.
- Constitution d'une provision dès l'apparition d'un risque avéré, en cas de dépréciation de la valeur d'un actif, d'ouverture de procédures collectives et de créances irrécouvrables.
- Autorisation accordées au Maire pour opérer des virements de crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5 % des recettes réelles de chaque section du budget, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses du personnel (Il est précisé que l'assemblée municipale sera informée de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance, et que le représentant de l'Etat et le comptable auront connaissance de ces mouvements dans le cadre du contrôle de légalité et du contrôle comptable).

A) CADRE GÉNÉRAL DU BUDGET

Le budget est composé de 2 sections :

- La section de fonctionnement qui permet à la collectivité d'assurer « la gestion du quotidien ».
- La section d'investissement qui « prépare l'avenir ».

Les règles de la comptabilité publique imposent l'adoption des budgets locaux en équilibre contrairement au budget de l'Etat

B) SECTION DE FONCTIONNEMENT

a) Les dépenses et les recettes

LES DÉPENSES

Charges à caractère général : Dépenses relatives à l'entretien des bâtiments communaux, de la voirie, des réseaux, des écoles, du restaurant scolaire, du matériel.

Elles comprennent également les dépenses relatives aux assurances, aux frais de télécommunication et d'affranchissement, ainsi que les fêtes et cérémonies.

Charges de personnel et frais assimilés : Personnel des différents services de la commune comprenant les charges patronales.

Atténuation de produits : Attribution de compensation versée à la Communauté de Communes.

Virement à la section d'investissement (autofinancement)

Opérations d'ordre de transfert entre section (Dotation aux amortissements)

Autres charges de gestion courante : Contributions versées aux syndicats intercommunaux, indemnités des élus et les subventions accordées au CCAS et aux associations, ainsi qu'une provision.

Charges financières (Intérêts de la dette)

Charges spécifiques

À noter que la charge relative au contingent d'incendie est prise en charge par la CCPEIF à compter du 01/04/2022. La dépense relative au contingent d'incendie est toutefois versée à la CCPEIF dans le cadre de l'attribution de compensation. Le montant de cette contribution sera toutefois figé pour l'avenir.

LES RECETTES

Report de l'excédent de l'exercice précédent.

Atténuation de charges (Remboursement sur rémunération du personnel)

Produits des services et du domaine : Concessions au cimetière, redevance d'occupation du domaine public, facturation de la cantine scolaire.

Impôts et taxes : Taxes Foncières, droits de place et de stationnement.

Dotations, subventions et participations : Dotations versées par l'État, participation des communes aux frais scolaires, participations diverses.

Autres produits de gestion courante : Revenus des immeubles et redevances.

Produits exceptionnels.

b) Contraintes budgétaires

Depuis nombreuses années le budget communal doit faire face :

- Au désengagement de l'État dans de nombreux domaines et principalement dans les territoires ruraux (exemples : création des agences postales communales, constructions des gendarmeries, des centres de secours par les collectivités, carence de l'Etat pour apporter son concours et sa capacité d'expertise dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, de l'urbanisme et de l'environnement). Le désengagement de l'Etat impose aux collectivités l'appel aux cabinets privés et le recrutement de personnel. L'ensemble de ces facteurs implique des dépenses supplémentaires.

- À l'inflation des normes d'hygiène et de sécurité de plus en plus draconiennes et coûteuses, plus longues, compliquées et également coûteuses.

- À la politique de redressement des comptes publics qui implique une minoration des diverses dotations de l'Etat sans en mesurer les conséquences (pour la gestion des communes mais également pour l'économie locale).

- À l'accroissement des charges en général pour la gestion et l'entretien de son patrimoine ainsi que la gestion des écoles (Renforcement des effectifs du personnel pour la gestion de la restauration scolaire notamment).

- En 2023, compte tenu de l'évolution des marchés de l'énergie et en tenant compte des recommandations de Territoire d'Energie 28, le compte 60612 affecté au budget électricité a été augmenté de 120% par rapport à 2022.

Les factures enregistrées sur 2023 confirment cette hausse importante mais les actions menées pour limiter la hausse des dépenses de l'énergie électrique ont permis de limiter les dépenses à 119 631,11€ de réalisés sur 180 000€ de prévus.

Pour 2024, malgré le maintien par l'État du dispositif « amortisseur électricité », la dépense d'énergie reste une charge importante sur le budget de la commune. Cependant les mesures mises en place permettent d'envisager davantage de baisse de consommations. Le budget prévisionnel est de 115 000€ soit 3,7% de moins que la réalisation 2023.

- Monsieur le Maire a tenu à rappeler les actions menées pour limiter la hausse des dépenses de l'énergie électrique :
- L'extinction de l'éclairage public entre 23h et 5h depuis juillet 2022
- Le lancement en 2022 d'un programme pluriannuel de remplacement des lampes au sodium de l'éclairage public par les LED en collaboration de Territoire d'Energie 28
- Le remplacement des néons traditionnels des bâtiments par des LED
- Le contrôle et l'amélioration du système de gestion informatisé pour la programmation de l'énergie électrique dans les bâtiments
- Des travaux d'isolation et de remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments commencés en 2021
- L'adhésion à la compétence « conseils énergétiques pour le suivi des bâtiments publics » de Territoire d'Energie 28 dans le but de bénéficier d'un accompagnement personnalisé permettant la réalisation d'un bilan énergétique avec présentation des évolutions de consommations et une hiérarchisation des actions à mener pour améliorer la gestion de l'énergie
- La pose de sous-compteurs permettant de mieux identifier les consommations des différents bâtiments.

Compte tenu de la conjoncture actuelle orientée vers une inflation durable, le budget 2024 est prudent dans l'évolution des dépenses. Afin de limiter les charges de fonctionnement, toutes les pistes sont étudiées, mais l'inflation des normes en matière de sécurité notamment, contrarie les objectifs d'économies.

La suppression de la taxe d'habitation, malgré la compensation annoncée par l'Etat est un sujet d'inquiétude des communes, qui se traduira à terme par des marges de manœuvres limitées et des recettes en moins.

L'intégration dans la Communauté de Communes de la Beauce Alnéoise n'a pas permis d'obtenir les recettes susceptibles de compenser les besoins de la commune. La nouvelle Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Île de France (CCPEIF) a été sollicitée pour envisager la révision de l'attribution de compensation versée par la commune d'Aunay-sous-Auneau et pour prévoir une Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) significative, ainsi que des fonds de concours. Cet effort de solidarité est indispensable pour permettre aux communes membres de conserver quelques marges de manœuvre dans leur gestion. La DSC annuelle versée 2022 a été de 5 000 € pour la commune d'Aunay-sous-Auneau. Cette DSC est insuffisante et ne prend pas en compte des critères solidaires. La CCPEIF devait en principe verser en 2023 une DSC de 10 000 € mais le versement n'a pas eu lieu. La DSC 2023 est attendue avec la DSC 2024.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des dotations de l'Etat de 2010 à 2024.

Le total des dotations de l'Etat a augmenté de 1,39 % par rapport à 2023, alors que le taux d'inflation est de l'ordre de 3,1% en début d'année 2024.

DOTATIONS

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| D.G.F | 165 436,00 € | 162 665,00 € | 163 448,00 € | 162 394,00 € | 154 230,00 € | 137 726,00 € | 120 456,00 € | 114 482,00 € | 115 705,00 € | 116 853,00 € | 118 003,00 € | 119 924,00 € | 123 550,00 € | 124 863,00 € | 122 705,00 € |
| F.D.P.T.P | - € | 1 021,52 € | 9 897,12 € | - € | - € | - € | | | | | | | | | |
| | (2009) | (2010) | Solde 2004 à 2006 | | | | | | | | | | | | |
| D.N.P | 9 035,00 € | - € | 6 560,00 € | 7 460,00 € | 8 952,00 € | 10 742,00 € | 12 890,00 € | 15 468,00 € | 18 562,00 € | 22 274,00 € | 26 729,00 € | 32 075,00 € | 38 490,00 € | 38 213,00 € | 37 650,00 € |
| D.S.R Péréquation | 16 571,00 € | 16 964,00 € | 18 381,00 € | 19 322,00 € | 21 019,00 € | 22 288,00 € | 23 716,00 € | 26 479,00 € | 28 872,00 € | 29 994,00 € | 30 690,00 € | 31 169,00 € | 32 532,00 € | 38 211,00 € | 42 382,00 € |
| D.S.R Cible | | | | | | | | | 36 089,00 € | 38 851,00 € | 45 680,00 € | 50 394,00 € | 57 247,00 € | 58 451,00 € | 60 606,00 € |
| TOTAL | 191 042,00 € | 180 650,52 € | 198 286,12 € | 189 176,00 € | 184 201,00 € | 170 756,00 € | 157 062,00 € | 156 429,00 € | 163 139,00 € | 207 972,00 € | 221 102,00 € | 233 562,00 € | 251 819,00 € | 259 738,00 € | 263 343,00 € |

Dotation Globale de Fonctionnement

Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle

Dotation Nationale de Péréquation

Dotation de Solidarité Rurale Péréquation

Dotation de Solidarité Rurale Cible

D.G.F + F.D.P.T.P. + D.N.P. + D.S.R.

c) La fiscalité

- Bases d'imposition

Depuis la loi de finances de 2018, la valorisation des valeurs locatives servant de base d'imposition relève d'un calcul suivant l'indice IPC harmonisé (Indice des Prix à la Consommation harmonisé) et non plus d'une fixation par amendement parlementaire (non inscrit dans la loi de finances). Codifié à l'article 1518 bis du Code Général des Impôts, le coefficient de revalorisation des bases est pris par référence à l'Indice des Prix à la Consommation suivant la formule : $1 + [(IPC \text{ de novembre } N-1 - IPC \text{ de novembre } N-2) / IPC \text{ de novembre } N-2]$

Envoyé en préfecture le 19/04/2024
Reçu en préfecture le 19/04/2024
Publié le 19/04/2024
ID : 028-212800130-20240410-2024_015-DE

| | Indice IPC harmonisé | Coefficient de valorisation des valeurs locatives |
|---------------|----------------------|---|
| Novembre 2017 | 101,80 | / |
| Novembre 2018 | 104 | 1,022 (2019) |
| Novembre 2019 | 105,27 | 1,012 (2020) |
| Novembre 2020 | 105,50 | 1,002 (2021) |
| Novembre 2021 | 109,09 | 1,034 (2022) |
| Novembre 2022 | 116,81 | 1,071 (2023) |
| Novembre 2023 | 121,32 | 1,039 (2024) |

Pour 2024 : $1 + [(121,32 - 116,81) / 116,81] = 1,039$
Soit une hausse de 3,9 %.

Etat 1259 COM 2024 :

Bases effectives foncier bâti 2023 : 1 088 717 €

Bases prévisionnelles foncier bâti 2024 : 1 132 000 € soit + 3,9 %

a) Autres produits

L'état 1259 COM, en plus du versement de 14 267 € (avec le coefficient correcteur), prévoit la somme de 7 202 € d'allocations compensatrices [Exonération personnes modestes et exonération logement au titre du FB (471 €) + taxe foncière non bâties exonérées par la loi (6 731 €)].

b) Produits TFPB, TFPNB, TH

Après débat et compte tenu des besoins communaux, du contexte inflationniste, et pour maintenir une faible capacité d'autofinancement, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents, a décidé d'augmenter les taux de l'année 2024 comme suit :

| | Bases 2024 | Produits sans augmentation des taux | | Produits avec augmentation des taux 2024 à 1% | | |
|-------|--------------|-------------------------------------|-------------------------|---|--------------------------|--------------------------|
| | | Taux 2023 | Produits avec taux 2023 | Hausse taux | Nouveaux taux votés 2024 | Produits taux votés 2024 |
| TFPB | 1 132 000 € | 54,91 % | 621 581 € | 1,0 % | 55,46 % | 627 807 € |
| TFPNB | 198 700 € | 33,95 % | 67 459 € | 1,0 % | 34,29 % | 68 134 € |
| THRS | 64 000 € | 17,83 % | 11 411 € | 1,0 % | 18,01 % | 11 526 € |
| | TOTAL | | 700 451 € | | TOTAL | 707 467€ |

Le produit fiscal supplémentaire avec cette augmentation des taux de 1% est seulement de 7016 € par rapport au produit attendu sans hausse des taux

Fiscalité des entreprises : La CCPEIF qui perçoit toute la fiscalité des entreprises du territoire de la communauté.

d) État de la dette

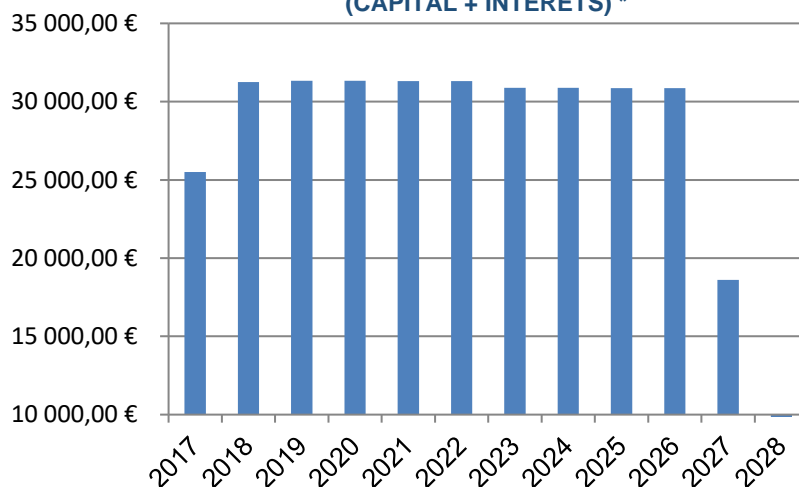
Au 31/12/2023, le capital restant dû sur le budget général était de 138 079,30 €, comprenant notamment la somme de 106 552,04 € relative au prêt ayant permis de compléter le financement de la construction du restaurant scolaire. Ce prêt sera soldé en 2027. L'annuité totale qui sera réglée en 2024 est de 30 815,25 € (Capital + Intérêts).

Au vu des ratios financiers publiés en 2022 par les services de l'État, la commune est peu endettée (ratio de 0,02 par habitant).

- Dette de 106 € par habitant (Contre 587 €/hab en moyenne pour les communes en France)
- Soit une annuité de 20 € par habitant (Contre 82 €/habitant en moyenne pour les communes en France)

Il faut cependant préciser que les faibles recettes de la commune impliquent une capacité d'endettement limitée.

ÉVOLUTION DES ANNUITÉS DE LA DETTE COMMUNALE (CAPITAL + INTERETS) *



* Remboursement du capital : Dépense d'investissement

* Remboursement des intérêts : Dépense de fonctionnement

e) Détail de la section de fonctionnement du budget 2024

| Dépenses de fonctionnement | | Recettes de fonctionnement | |
|---|-----------------------|--|-----------------------|
| Chap. 011 - Charges à caractère général | 389 033,00 € | Chap. 002 – Résultat de fonctionnement reporté N-1 | 215 898,23 € |
| Chap. 012 - Charges de personnel | 638 439,00 € | Chap. 013 – Atténuation de charges | 6 000,00 € |
| Chap. 014 - Atténuation de produits | 68 150,00 € | Chap. 042 – Amortissement (écriture d'ordre) | 2 808,00 € |
| Chap. 65 - Autres charges de gestion | 145 474,36 € | Chap. 70 – Produits de services | 105 300,00 € |
| Chap. 66 – Frais financiers | 1 300,00 € | chap. 73 - Impôts et taxes | 45 000,00 € |
| Chap. 67 – Charges spécifiques | 500,00 € | Chap. 731 – Impôts directs | 707 617,00 € |
| Chap. 68 – Dotations aux amortissements | 465,00 € | chap. 74 – Dotations et participations | 361 840,06 € |
| Chap. 042 – Dotation amortissement (écriture d'ordre) | 12 095,84 € | chap. 75 – Autres produits | 16 948,64 € |
| Chap. 023 – Autofinancement section d'investissement | 205 954,73 € | chap. 77 – Produits exceptionnels | |
| TOTAL | 1 461 411,93 € | TOTAL | 1 461 411,93 € |

C) SECTION D'INVESTISSEMENT

a) Détail de la section d'investissement 2024

| Dépenses d'investissement | | Recettes d'investissement | |
|--|-----------------------|--|-----------------------|
| Immobilisations incorporelles | 1 731,00 € | Excédent d'investissement reporté N-1 | 77 424,55 € |
| Subvention d'équipement | 22 100,00 € | Excédent de fonctionnement capitalisé (1068) | 147 240,41 € |
| Immobilisations corporelles | 1 166 528,96 € | Dotations (FCTVA + Taxe d'aménagement) | 55 905,38 € |
| Écriture d'ordre amortissement des subventions | 5 508,00 € | Subventions d'équipement | 524 075,18 € |
| Remboursement capital emprunts | 29 528,13 € | Emprunt | 200 000,00 € |
| | | Virement de la section de fonctionnement | 205 954,73 € |
| | | Écriture d'ordre amortissement immobilisations | 14 795,84 € |
| TOTAL | 1 225 396,09 € | TOTAL | 1 225 396,09 € |

BUDGET GÉNÉRAL 2024

Total section de fonctionnement : 1 461 411,93 €

Total section d'investissement : 1 225 808,02 €

b) Les dépenses d'investissement 2024

Conformément aux demandes exprimées par la commission des travaux, les nouvelles dépenses d'investissement (Indépendamment des restes à réaliser) sont les suivantes :

- La 3^{ème} tranche de remplacement des lampes de l'éclairage public par des LED.
- Les travaux à l'école élémentaire.
- Les travaux d'aménagement du cabinet multi professionnels (bâtiment de l'ancienne poste).
- Les travaux d'aménagement de sécurité Rue de Paris, Rue de la Tordière et devant l'école primaire.

Pour les nouveaux programmes d'investissement, il est précisé que les subventions de l'Etat sont prévues au budget sans certitude d'une réponse favorable.

Les autres dépenses inscrites au budget sont les suivantes :

- Le remboursement du capital de la dette
- Les frais d'études pour le schéma directeur des eaux pluviales
- Divers travaux sur les bâtiments
- Achat d'extincteurs
- Divers matériels et mobilier

Les crédits reportés de l'exercice précédent (programmes déjà engagés) sont les suivants :

- Les 2 premières tranches d'aménagement de la place de la mairie
- La réalisation d'un ascenseur pour l'accès PMR de la mairie
- La 2^{ème} tranche de remplacement des lampes de l'éclairage public par des LED
- Travaux de voirie
- Sécurisation des passages piétons

Travaux de l'église : le cabinet en charge de l'assistance à maîtrise d'ouvrage a été missionné pour la reprise du dossier.

c) Les principales dépenses d'investissement réalisées sur le budget général de 2020 à 2023 (Montant TTC)

| 2020 | |
|--|---------------------|
| Libellé | Montant |
| Reprise déficit budget eau 2019 | 4 105.00 € |
| Remboursement de la dette | 28 427.00 € |
| Transfert excédent eau investissemnt à la CCPEIF | 47 654.00 € |
| Informatique Mairie | 3 305.00 € |
| Achat de terrains | 30 739.00 € |
| Travaux divers sur bâtiments | 6 015.00 € |
| Travaux voirie | 7 234.00 € |
| Achat guirlandes | 948.00 € |
| Achat bureautique | 3 032.00 € |
| Achat mobilier | 487.00 € |
| Matériel divers | 2 985.00 € |
| Achat livres bibliothèque | 885.00 € |
| Travaux 3ème tranche Les Fourneaux | 196 909.00 € |
| Sirène Eglise | 4 217.00 € |
| Etude Eglise | 1 434.00 € |
| Vidéoprotection | 38 922.00 € |
| Travaux Ecole | 5 218.00 € |
| Eclairage public Sente des écoles | 7 655.00 € |
| Travaux Salle des associations | 2 604.00 € |
| Sanitaires publics Place de la Mairie | 1 860.00 € |
| Etudes aménagement Place de la Mairie | 3 336.00 € |
| | |
| TOTAL | 397 971.00 € |

| 2021 | |
|---|---------------------|
| Libellé | Montant |
| Régularisation écritures d'ordre | 5 997.00 € |
| Remboursement de la dette | 28 805.00 € |
| Informatique Mairie | 3 305.00 € |
| Achats de terrains | 4 449.00 € |
| Travaux divers sur bâtiments | 4 740.00 € |
| Achat de guirlandes | 1 217.00 € |
| Autres matériels (défibrillateur, extincteur...) | 4 196.00 € |
| Achat d'un tracteur | 32 220.00 € |
| Matériel bureautique | 402.00 € |
| Achat de mobilier | 3 005.00 € |
| Achat matériels divers | 9 609.00 € |
| Achat livres bibliothèque | 860.00 € |
| Fin de travaux 3ème tranche Les Fourneaux | 34 033.00 € |
| Etude restauration de l'Eglise et travaux d'urgence | 52 265.00 € |
| Travaux Salle des associations | 48 305.00 € |
| Travaux sanitaires publics | 41 220.00 € |
| Etude réaménagement Place de la Mairie | 5 220.00 € |
| Chemin piéton Route de la Gare et voirie Rue de F | 61 665.00 € |
| Chemin accès cimétière et trottoirs Rue de la Pote | 17 492.00 € |
| Mise aux normes électriques école maternelle + re | 4 637.00 € |
| Début des travaux nouveau site internet | 4 536.00 € |
| Achat de tableaux numériques école élémentaire | 20 796.00 € |
| | |
| TOTAL | 388 974.00 € |

2022

| Libellé | Montant |
|---|---------------------|
| Reprise déficit N-1 | 78 723.00 € |
| Remboursement de la dette | 29 179.00 € |
| Ecriture d'ordre | 2 808.00 € |
| Informatique | 9 036.00 € |
| Etude Eglise | 36 965.00 € |
| Travaux Salle des associations | 38 730.00 € |
| Travaux de sécurité et d'isolation | 6 888.00 € |
| Travaux Agence postale communale | 35 110.00 € |
| Travaux école élémentaire | 17 112.00 € |
| Mise aux normes électriques restaurant scolaire | 1 642.00 € |
| Travaux Mairie | 32 891.00 € |
| Solde des travaux sanitaires publics | 3 072.00 € |
| Maîtrise d'œuvre Place de la Mairie | 2 345.00 € |
| Travaux voirie | 19 193.00 € |
| Travaux sécurité | 51 920.00 € |
| Remplacement tampon EP Rue de Paris | 8 034.00 € |
| Matériel incendie | 227.00 € |
| Matériel outillage | 1 605.00 € |
| Matériel / Mobilier bureau | 13 173.00 € |
| Matériel divers | 20 905.00 € |
| Panneau d'information lumineux | 21 240.00 € |
| Livres bibliothèque | 879.00 € |
| TOTAL | 431 677.00 € |

Envoyé en préfecture le 19/04/2024

Reçu en préfecture le 19/04/2024

Publié le 19/04/2024

ID : 028-212800130-20240410-2024_015-DE

Berger
Levrault

| Libellé | Montant |
|---|---------------------|
| Reprise déficit N-1 | 78 723.00 € |
| Remboursement de la dette | 29 148.14 € |
| Numerisation actes règlementaires | 4 477.01 € |
| Travaux Eglise | 24 534.91 € |
| Travaux ascenseur | 4 200.00 € |
| Installation alarme anti-intrusion école | 9 549.72 € |
| Remplacement video protection | 4 168.80 € |
| Travaux Bibliothèque | 5 682.96 € |
| Installation disjoncteur tarif jaune | 5 620.40 € |
| Travaux Foyer | 63 335.04 € |
| Travaux voirie | 13 362.60 € |
| Remplacement lampes divers bâtiments en LED | 9 129.77 € |
| Matériel Foyer | 531.72 € |
| Matériel Voirie | 1 102.10 € |
| Matériel Cantine | 3 550.39 € |
| Matériel Informatique | 1 730.88 € |
| Mise en place Cityall | 2 052.00 € |
| Matériel Secrétariat | 239.00 € |
| Mobilier Bibliothèque | 1 254.62 € |
| Matériel Maternelle | 1 101.96 € |
| Matériel Atelier | 1 806.22 € |
| Remplacement lampes éclairage public en LED | 14 752.63 € |
| TOTAL | 328 394.72 € |

2) FICHES DGCL DES ÉQUILIBRES FINANCIERS 2022 (Dernières données connues à la date du 10/04/2024)

Envoyé en préfecture le 19/04/2024

Reçu en préfecture le 19/04/2024

Publié le 19/04/2024



ID : 028-212800130-20240410-2024_015-DE

AUNAY-SOUS-AUNEAU - Eure-et-Loir

Population légale en vigueur au 1er janvier de l'exercice : 1 574 habitants - Budget principal seul

Strate : communes de 500 à 2000 hab appartenant à un groupement fiscalisé (FPU)

Exercice 2022

| ANALYSE DES EQUILIBRES FINANCIERS FONDAMENTAUX | | | | | |
|--|--------------------|----------------------|--|------------------------------|----------------------|
| En milliers d'Euros | Euros par habitant | Moyenne de la strate | OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT | Ratios de structure | Moyenne de la strate |
| 1 104 | 701 | 871 | TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A | en % des produits CAF | |
| 1 101 | 699 | 843 | PRODUITS DE FONCTIONNEMENT CAF | | |
| 631 | 401 | 335 | dont : Impôts Locaux | 57,30 | 39,77 |
| -46 | -29 | 82 | Fiscalité reversée par les groupements à fiscalité propre | - | - |
| 0 | 0 | 65 | Autres impôts et taxes | 0,02 | 7,68 |
| 252 | 160 | 150 | Dotations globales de fonctionnement | 22,88 | 17,80 |
| 132 | 84 | 79 | Autres dotations et participations | 11,97 | 9,35 |
| 2 | 1 | 3 | dont : FCTVA | 0,14 | 0,36 |
| 102 | 65 | 68 | Produits des services et du domaine | 9,29 | 8,10 |
| 1 009 | 641 | 707 | TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B | en % des charges CAF | |
| 996 | 633 | 668 | CHARGES DE FONCTIONNEMENT CAF | | |
| 574 | 365 | 301 | dont : Charges de personnel | 57,69 | 45,13 |
| 310 | 197 | 224 | Achats et charges externes | 31,10 | 33,58 |
| 2 | 1 | 13 | Charges financières | 0,21 | 1,88 |
| 49 | 31 | 44 | Contingents | 4,94 | 6,62 |
| 14 | 9 | 25 | Subventions versées | 1,36 | 3,73 |
| 94 | 60 | 164 | RESULTAT COMPTABLE = A - B = R | | |
| OPERATIONS D'INVESTISSEMENT | | | | | |
| 305 | 194 | 430 | TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT = C | en % des ressources | |
| 0 | 0 | 79 | dont : Emprunts bancaires et dettes assimilées | 0,00 | 18,39 |
| 103 | 65 | 97 | Subventions reçues | 33,76 | 22,51 |
| 18 | 11 | 16 | Taxe d'aménagement | 5,77 | 3,72 |
| 46 | 29 | 38 | FCTVA | 15,00 | 8,94 |
| 0 | 0 | 0 | Retour de biens affectés, concédés, ... | 0,00 | 0,00 |
| 353 | 224 | 419 | TOTAL DES EMPLOIS D'INVESTISSEMENT = D | en % des emplois | |
| 321 | 204 | 330 | dont : Dépenses d'équipement | 90,94 | 78,65 |
| 29 | 19 | 70 | Remboursement d'emprunts et dettes assimilées | 8,27 | 16,63 |
| 0 | 0 | 0 | Charges à répartir | 0,00 | 0,03 |
| 0 | 0 | 0 | Immobilisations affectées, concédées, ... | 0,00 | 0,00 |
| 48 | 31 | -11 | Besoin ou capacité de financement résiduel de la section d'investissement = D - C | | |
| 0 | 0 | 0 | + Solde des opérations pour le compte de tiers | | |
| 48 | 31 | -11 | = Besoin ou capacité de financement de la section d'investissement = E | | |

| 46 | 29 | 176 | Résultat d'ensemble = R - E | | |
|--------------------|-----|-----|---|------------------------------|-------|
| AUTOFINANCEMENT | | | | | |
| | | | | en % des produits CAF | |
| 107 | 68 | 182 | Excédent brut de fonctionnement | 9,74 | 21,59 |
| 105 | 67 | 176 | Capacité d'autofinancement = CAF | 9,56 | 20,81 |
| 76 | 48 | 106 | CAF nette du remboursement en capital des emprunts | 6,91 | 12,55 |
| ENDETTEMENT | | | | | |
| | | | | en % des produits CAF | |
| 257 | 163 | 587 | Encours total de la dette au 31 décembre N | 23,30 | 69,66 |
| 256 | 163 | 573 | Encours des dettes bancaires et assimilées | 23,27 | 85,79 |
| 256 | 163 | 572 | Encours des dettes bancaires net de l'aide du fonds de soutien pour la sortie des emprunts toxiques | 23,27 | 67,88 |
| 31 | 20 | 82 | Annuité de la dette | 2,84 | 9,70 |
| FONDS DE ROULEMENT | | | | | |

| ELEMENTS DE FISCALITE DIRECTE LOCALE | | | | | | |
|--|--------------------|----------------------|---|--|-----------------------------|----------------------|
| Les bases imposées et les réductions (exonérations, abattements) accordées sur délibérations | | | | | | |
| Bases nettes imposées au profit de la commune | | | Taxe | Réductions de base accordées sur délibérations | | |
| En milliers d'Euros | Euros par habitant | Moyenne de la strate | | En milliers d'Euros | Euros par habitant | Moyenne de la strate |
| 88 | 56 | 179 | Taxe d'habitation (résidences secondaires et logements vacants) | - | - | - |
| 1 018 | 647 | 979 | Taxe foncière sur les propriétés bâties | 0 | 0 | 0 |
| 179 | 113 | 68 | Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties | - | - | - |
| 0 | 0 | 0 | Cotisation foncière des entreprises | 0 | 0 | 0 |
| Les taux et les produits de la fiscalité directe locale | | | | | | |
| Produits des impôts locaux et compensations réformes fiscales | | | Taxe | Taux voté (%) | Taux moyen de la strate (%) | |
| 15 | 10 | 23 | Taxe d'habitation (résidences secondaires et logements vacants) | 17,38 | 12,73 | |
| 542 | 344 | 343 | Taxe foncière sur les propriétés bâties (avant application du coefficient correcteur) | 53,31 | 35,03 | |
| 13 | 8 | -56 | Effet du coefficient correcteur : Communes sous-compensées (+) / Communes surcompensées (-) | - | - | |
| 554 | 352 | 287 | Taxe foncière sur les propriétés bâties (après application du coefficient correcteur) | - | - | |
| 0 | 0 | 29 | Allocation compensatrice de foncier bâti - réduction 50% valeur locative des établissements industriels (méthode comptable) | - | - | |
| 61 | 38 | 30 | Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 33,95 | 43,78 | |
| 0 | 0 | 0 | Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties | 0,00 | 0,00 | |
| 0 | 0 | 0 | Cotisation foncière des entreprises | 0,00 | 0,00 | |
| 0 | 0 | 0 | Allocation compensatrice de cotisation foncière des entreprises - réduction de 50% valeur locative des établissements industriels (méthode comptable) | - | - | |
| Les produits des impôts de répartition et la fraction de TVA | | | | | | |
| Produits des impôts de répartition | | | Taxe | | | |
| 0 | 0 | 0 | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | - | | - |
| 0 | 0 | 0 | Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau | - | | - |
| 0 | 0 | 0 | Taxe sur les surfaces commerciales | - | | - |
| Fraction de TVA | | | Taxe | | | |
| 0 | 0 | 0 | Fraction de TVA (uniquement pour la Ville de Paris) | - | | - |